14 année - N° 116 L'ex. 0,60 F. 25 janvier 1965

# CONTRE COURANT

Le périodique de la question sociale

Pierre Lavroff
(1823-1900)

Dans ce numéro :

## PIERRE LAVROFF et L'ÉTAT

# DEUX MOTS AUX AMIS

*Le vent a tourné, le voilà passé à l'optimisme. Tout d'abord les abonnements rentrent à une bonne cadence. Ils sont souvent accompagnés d'un supplément destiné aux frais de lancement, et de commentaires qui me rendent à la fois confus et heureux. Merci donc à toutes et à tous, trouvez ici l'expression de ma joie de me retrouver, après des mois et des mois de silence forcé, au milieu de « gens de mon monde », comme disait E. Armand, et excusez-moi de ne pouvoir répondre personnellement à celles et à ceux qui se sont inquiétés de ma santé et qui expriment leur satisfaction de me voir reprendre le collier.*

*Vous avez reçu le premier numéro de janvier. S'il y a eu des oublis, qu'on me les signale ; le fait est possible, bien que j'y aie porté attention. C'est un numéro de contact, un peu improvisé à cause des circonstances, du changement d'imprimerie, etc. Il ne vous a peut-être pas donné entière satisfaction. A moi non plus, d'ailleurs. Il faut rôder, c'est certain. Celui-ci est amélioré à mon avis, les suivants se perfectionneront à l'usage. J'ai préféré partir « en dedans » des possibilités, paraître plus souvent, mais arriver au même nombre de pages — peut-être plus — en fin de série.*

*Nous sommes encore loin du millier d'abonnés, minimum indispensable. Néanmoins, la parution est assurée pour plusieurs numéros et j'envisage dès que ce sera possible, la parution bimensuelle sur 24 pages, avec une seule parution en août. Dès que les lecteurs des séries précédentes auront été éprouvés, quant au renouvellement ou non de leur abonnement, commencera une campagne sérieuse de recrutement, à laquelle je vous demanderai de participer activement par la fourniture d'adresses valables pour l'envoi d'un numéro spécial destiné à toucher des hommes et femmes de pensée libre, qui ne connaissent pas* « Contre-courant », *sinon quelquefois par ouï-dire.*

*Dès que le millier d'abonnés sera dépassé, je suis en mesure de vous promettre, dès aujourd'hui, une agréable surprise. Une très grosse surprise. Plus notre « cohorte » sera nombreuse, mieux ce sera.*

*Cette fois-ci le compte rendu financier sera simple. Il concernera les frais de départ provoqués par la circulaire, soit : cliché 49,50, tirage 80, papier 13,86, enveloppes 21,50, ports divers (circulaires, livres, correspondance) 265. Au total : 429,86.*

*En caisse le 1er décembre : 174,74. Cotisation Louvet : 255,12. La caisse étant ainsi ratissée, pas de fausse monnaie à rendre ! La prochaine fois le détail des rentrées, depuis la reprise, et des frais concernant le premier numéro et l'achat du stock de papier.*

---

**Le prochain numéro paraîtra le 15 février 1965**

# LIBRAIRIE SOCIALE

**Contre-courant** est spécialisé dans la littérature sociale. Les volumes et plaquettes proposés à ses lecteurs proviennent d'anciennes éditions ou de fonds disparus acquis autrefois. Aussi d'œuvres mis à sa disposition par les auteurs. Pour le reste, nous pouvons fournir tout ce qui se trouve dans le commerce, une coopérative de presse étant à notre portée pour toute fourniture.

Nous réserver vos commandes, c'est nous aider, puisque l'intégralité des recettes pour les fonds anciens et les ristournes d'usage pour les nouveautés sont comptabilisés en faveur du périodique. Ne négligez donc pas ce facteur important pour l'équilibre financier de **Contre-courant.**

COMMANDES et FONDS a adresser **nominalement** à Louis LOUVET : C.C.P. 880-87, Paris (7e), 24, rue Pierre-Leroux.

(Les prix s'entendent **franco de port.**)

## NOUVEAUTÉS

HISTOIRE DE LA FRANC-MAÇONNERIE UNIVERSELLE par *G. Serbanesco.* — Le premier tome de cet important ouvrage qui en comprendra six est réservé au rituel et au symbolisme de la célèbre association. C'est l'étude minutieuse de la F.·. M.·. opérative, avec toute la partie légendaire qui la concerne. Le volume relié (500 pages), abondamment illustré — les 6 vol. comprendront 3.000 pages et 1.300 illustrations —, premier d'une Somme historique de tout premier ordre ..... 75,00

HISTOIRE DE LA FRANC-MAÇONNERIE UNIVERSELLE, *par G. Serbanesco.* — Second tome de l'ouvrage signalé au-dessus. Ses débuts en France jusqu'à la chute de Napoléon. Son influence dans la préparation et le développement de la Révolution française ; son rôle lors de l'Empire. Tout comme le premier tome, le volume comprend 500 pages avec illustrations très nombreuses et il est relié ..... 75,00

LE MAIRE DU PALAIS, *par Maurice Lime.* — Un nouveau Maurice Lime. Cette fois s'est le « milieu technicien » qui est étudié. Le capitalisme rendra-t-il ses armes aux technocrates ? Accapareront-ils les privilèges des manieurs d'argent d'aujourd'hui ? Ambition, arrivisme triompheront-ils de la fortune ? Autant de points d'interrogation, autant d'épisodes traités avec humour et clairvoyance ..... 15,60

SOCIALISME ET LIBERTE, *par Fritz Brupbacher.* — Une bonne surprise nous a été réservée cette semaine par la sortie de ce livre d'un intérêt primordial aux éditions

des « Cahiers Pensée et Action » de Bruxelles. 164 pages sur Marx et Bakounine, des pages sur Vallès et James Guillaume, une préface de Pierre Monatte, 60 ans d'hérésie, textes de l'auteur traduits et présentés par J.-P. Samson (qui vient de mourir), en résumé *un livre recommandé chaleureusement* (375 pages) ..... 9,00

VIETNAM (Révélations d'un témoin), par *Suzanne Labin*. — Sept visites au Vietnam placent S. Labin en position de témoin valable. Le témoin est-il fatalement impartial ? Sa passion politique ne l'emporte-t-elle pas sur l'objectivité ? Ceux qui ont lu les livres de notre confrère savent qu'elle est anticommuniste sans merci. Au Vietnam, la situation change de semaine en semaine, l'auteur explique pourquoi ..... 8,10

LE TIERS-MONDE ENTRE L'EST ET L'OUEST (*du même auteur*). — L'attitude future du Tiers-Monde est un problème brûlant. Après avoir collecté les dollars, penchera-t-il vers la Chine ou l'U.R.S.S. ? Tout est possible. Voilà le sujet du dernier livre de Suzanne Labin qui voit de trop nombreux petits pays vivre en dollars et voter à l'O.N.U. en roubles. Double jeu payant ou non ? Le Tiers-Monde y résistera-t-il ? ..... 14,00

L'ENSEIGNEMENT, L'ENFANCE ET LA CULTURE SOUS LA COMMUNE, par *Maurice Dommanget*. — Tous ceux qui s'occupent d'histoire connaissent l'érudition, l'honnêteté et le talent de Dommanget. L'historien de Blanqui, de Maréchal, de Vaillant, de Babeuf, de Pottier traite ici de la Commune, dans un de ses aspects le plus ignoré du grand public. Passionnant sujet dont l'étude imprimée devrait figurer dans toute bibliothèque, qui se veut professionnelle, d'un membre de l'enseignement public ..... 8,80

JAURES, par *André Robinet*. — Ce livre, dédié au grand tribun socialiste, très bien illustré, est l'œuvre d'un auteur de biographies minutieux et honnête. Celui qui fut une victime de Péguy (encensé abusivement de nos jours) par personne interposée est ici analysé avec clairvoyance, aussi bien dans sa vie politique qu'universitaire. Une bibliographie philosophique complète heureusement l'ouvrage ..... 7,50

LA RELIGION, HONTE DES SIECLES, par *A. Abécassis*. — Impitoyable et lumineuse critique de toutes les religions : la catholique, la juive, la musulmane, en particulier, par un auteur d'une érudition remarquable et dont l'œuvre se lit comme un roman (POUR NOS ABONNES, franco : 6 francs) ..... 6,60

# CONTRE-COURANT

**LE PERIODIQUE DE LA QUESTION SOCIALE**

Les amis adresseront tout ce qui concerne le journal et le service des livres, *nominalement,*
à Louis LOUVET, 24, rue Pierre-Leroux, Paris (7e).
Chèque postal 880-87 Paris. Téléphone SEGur 09-68.

## Ce qu'il faut dire

SUR L'AMNISTIE. — L'arrêt prolongé auquel fut soumis *Contre-courant* n'a pas permis de signaler à l'attention de nos amis l'activité étonnante d'un groupement qui s'intitule : *Union Française pour l'Amnistie.* J'ai reçu, de la part de cet organisme, au cours des mois écoulés, un certain nombre de communiqués, dont, bien entendu, je n'ai pu faire état.

Le Comité de patronage de cette association révèle une quantité de gens huppés dont les noms et qualités ne sont ni Dupont, manœuvre, ni Durand, cultivateur, ni Louvet, folliculaire. Les habits verts dominent, le recrutement a été savamment organisé sous la Coupole. De Daniel-Rops à Chastenay, de Maurice Garçon à Maurois et *tutti quanti,* l'escouade est impressionnante ; un duc : de Lévis-Mirepoix ; le barreau, Henri Torrès, A. Toulouse, d'autres ; l'armée, bien entendu avec Weygand, Juin, Bénouville, etc. ; le journalisme, l'Institut, les ambassades, la Cour de Cassation, l'Eglise, et jusqu'à la Résistance ont des représentants hautement qualifiés. A la fin du siècle dernier, un Fénéon ou un Zo d'Axa — puisque la Cour de Justice transparaît en filigrane — n'eussent pas manqué de commenter : « Tout ce joli monde n'a pas été envoyé au Dépôt. » Je n'en ferai rien pour ma part, désireux de rester de bonne compagnie en si excellente compagnie.

Paradoxalement, et j'en ferai un cas à part, figurent les noms de Lanza del Vasto, Albert Schweitzer et Jean Rostand sur le « générique ». Inadvertence ? Probablement, ils ne méritent pas pareille infortune.

Amnistie ! Ce mot me rappelle mes jeunes années, l'une de mes sévères « dérouillades » de la part de MM. les gardiens de la paix, nommés ainsi parce qu'ils déchaînent volontiers, à dix contre un, les hostilités contre le mani-

festant naïf qui exprime publiquement, en toute bonne foi, son opinion.

En ce temps-là c'était en faveur des victimes de 14-18 — oui Georges Brassens —, insoumis, déserteurs, écrivains et journalistes pacifistes, aussi pour celui qui devait devenir mon ami, Emile Cottin, qui avait égratigné le Tigre. Pour cette amnistie-là on ne trouve personne pour revendiquer, sous la Coupole, ni chez les professeurs de faculté, ni chez les ministres plénipotentiaires et quant aux bachagas de l'époque, ils avaient d'autres chats à fouetter.

Depuis quarante bonnes années se sont écoulées. Elles ont été bien remplies. Des camps de concentration ont été intronisés par un Daladier, les hommes se sont offert une seconde guerre mondiale et, tout en préparant la troisième, se sont contentés de broutilles en Corée, en Indochine et, récemment, en Algérie. Ces derniers lustres des pêcheurs de lune, dont j'étais, réclamaient bien l'amnistie dans *Ce qu'il faut dire,* ancêtre de *Contre-courant,* mais c'était une fois de plus pour des récalcitrants genre insoumis et déserteurs, de la piétaille qui n'intéresse pas MM. Weygand, Juin, de Bénouville, Grout de Beaufort et compagnie. Mais parlez-moi plutôt des « victimes » de l'Algérie française, de l'O.A.S., des hold up-bidons, voilà qui doit être lavé de tout opprobre.

Qu'on m'entende bien. Aussi peu dignes d'intérêt que soient les promoteurs d'une action subversive si particulière et leurs exécutants ; aussi indifférent que je puis être aux thèses soi-disant patriotiques avancées par les tenants d'un colonialisme périmé ; d'aussi loin que je me place vis-à-vis de la querelle qui oppose un clan ultra-réactionnaire au pouvoir gaulliste, je ne saurais oublier que de nombreux jeunes gens ont été abusés, qu'ils ont cru servir une cause valable, alors que je la considère comme niaise et souvent odieuse dans ses développements, et qu'ils sont en prison alors que les Susini, les Lagaillarde, les Bidault et autres truands coulent des jours tranquilles dans un exil pas trop rigoureux.

La prison, je sais ce que c'est. De la politique à la militaire, j'ai pu l'apprécier à sa juste valeur. C'est l'instrument d'une société qui se venge et qui se venge bassement. En 1889, Emile Gautier écrivait : « La prison, telle qu'elle est organisée, est un véritable cloaque épanchant dans la société un flot continu de purulences et de germes de contagion physiologique et morale ; elle empoisonne, abrutit et corrompt. » Et ce n'est pas Jeanne Humbert, dans son *Pourrissoir* au titre évocateur, qui s'inscrit en faux contre ces affirmations.

Les prisons d'aujourd'hui sont semblables à celles d'hier. Par les soins du dernier des gardes-chiourme, par la grâce des circulaires de la haute Administration, tout est mis en œuvre pour avilir le prisonnier ; tout est employé à des fins ignobles : la délation, la nourriture débilitante, les sévices, les mœurs anormales et cette privation de liberté, cette surveillance bestiale de tous les instants qui ajoutent à la souffrance physique.

C'est parce que je sais cela ; aussi, lorsque est invoquée dans les box de correctionnelle ou de cour d'assises une justice aléatoire, que je me sens, instinctivement, du côté de l'homme entre deux gardes, souvent peu recommandable, certes, mais plus faible, moins coupable que la société qui le traque et le condamne au nom de la Loi, une Loi faite à son profit.

Tout en n'oubliant pas que les hommes qui dirigent l'*Union Française pour l'Amnistie*, et la plupart de ceux qui la patronnent, n'auraient aucun scrupule s'ils étaient au pouvoir ; qu'ils persécuteraient leurs adversaires, les trucideraient même s'ils en avaient l'occasion ; parce que je pense, avant tout, à ceux qui souffrent par leur faute, autant que par celle du régime, vous trouverez dans ces colonnes le texte — anodin d'ailleurs — qu'ils m'ont fait tenir.

SANS PRENDRE PARTI DANS LA QUERELLE.

**Louis LOUVET.**

---

## UNION FRANÇAISE POUR L'AMNISTIE

### 11, Cité Trévise, Paris (9e) - Tél. PRO 02-23

*Paris, le 18 décembre 1964. — Le projet de loi d'amnistie du gouvernement adopté au Parlement par ses partisans, sans que l'opposition puisse y changer un mot, est un leurre, une lamentable parodie. Les victimes en sont, en premier lieu, les prisonniers politiques et leurs familles, replongés dans la plus sombre désespérance, en dépit des paroles prononcées par Monsieur Rey, président du Groupe U.N.R. de l'Assemblée nationale, qui s'est félicité de ce que cette année apporte « un Noël de pardon et de réconciliation ».*

*La rédaction aberrante du texte, selon les propres termes de Monsieur Capitant, rapporteur U.N.R. de la Commission des Lois, n'est plus à critiquer : elle a été suffisamment condamnée devant les deux Assemblées. L'« Union Française pour l'Amnistie » attire seulement l'attention sur les résultats.*

*On a répandu complaisamment que plus de 400 personnes devaient bénéficier de ce texte. Il faut comprendre que sur ce nombre c'est moins de 50 personnes actuellement détenues qui sont concernées et qui seront donc libérées. Les autres, les condamnés à des peines légères, sont en liberté depuis longtemps. Si l'on pense que 11.000 Français ont été poursuivis ou arrêtés dans le cadre de l'affaire algérienne, on aura la juste mesure de la mansuétude du gouvernement.*

*Une telle sécheresse de cœur à quelques jours de Noël ne pourra que soulever l'indignation des hommes de bonne volonté à travers tout le pays.*

# IN MÉMORIAM

S'IL nous est difficile de suivre l'actualité qui se développe à une cadence accrue, il est toutefois regrettable de rappeler avec un retard appréciable le souvenir opportun d'un fait social de première importance survenu il y a vingt ans. Mieux vaut tard que jamais paraît-il.

En 1944 nous avons eu la peine d'enregistrer la mort de Eugène Humbert qui se trouva victime d'un sort contraire alors qu'il purgeait une peine de deux ans de prison infligée par la magistrature aux ordres de Vichy, pour une affaire de propagande malthusienne insuffisamment établie.

Détenu à la prison d'Amiens, il échappa pour cause de maladie à la fameuse opération Jéricho qui ouvrit une brèche importante dans le bâtiment. Ce n'est pas là que Eugène Humbert retrouva ce *paradis de la détention* du quartier politique qu'il connut à la Santé en 1910. Ici, en effet, l'ordinaire de ces peu accueillantes maisons est la promiscuité, la malpropreté et les humiliations imposées aux détenus de droit commun. On pouvait alors imaginer que notre ami était à l'abri du danger ; c'était compter sans la maladresse ou l'inconscience des *Fous du Ciel* qui, le 25 juin 1944, bombardèrent l'hôpital d'Amiens, pourtant symboliquement protégé par le pavillon de la *Croix de Genève*. C'est ainsi que, trois jours avant l'échéance de sa peine, disparut cet apôtre du malthusisme qui, pendant quarante ans, lutta pour la défense des nobles idées d'eugénisme et d'hygiène sexuelle afin de combattre les funestes erreurs des natalistes persistant dans leur aveuglement qui ignore les souffrances des nombreux sous-alimentés que compte notre planète et si bien définies par Paul Robin, Gabriel Giroud et tant d'autres. Eugène Humbert était un animateur dans toute l'expression du terme qui menait à bien toutes les tâches qu'on lui confiait ou qu'il s'imposait. Pour répondre aux optimistes qui proclamaient la venue de l'abondance il avait trouvé une expression les stigmatisant : *Trop-de-toutistes*. Le déséquilibre croissant entre la population et les subsistances établies avec pertinence par ces *pionniers* n'a pu attirer l'attention des esprits attardés plus échauffés par leurs conceptions désuètes qu'éclairés par des raisonnements longuement mûris. Il en résulte que l'on assiste à l'imprévoyance de

dirigeants toujours fascinés par l'idée du grand nombre ; ceux-ci n'hésitent pas à traiter de malfaiteurs les idéologues qui s'inspirent de principes humanitaires pour marquer leur opposition à l'aveugle folie des natalistes stigmatisée sévèrement par Victor Margueritte et Paul Reboux.

A l'opposé de Malthus prônant la continence incompatible avec la nature humaine (physique et morale) les néo-malthusiens mettaient alors au service des hommes et des femmes les moyens scientifiques leur permettant de limiter leur progéniture tout en assurant leurs besoins physiques. Cette époque de liberté antérieure à la loi scélérate du 31 juillet 1920 permettait des démonstrations théoriques sur les organes de la reproduction ainsi que la vente d'objets d'hygiène et de préservation de nature à assurer la sécurité de ceux qui poursuivaient la prudence parentale.

Les vicissitudes du Mouvement néo-malthusien fondé par Paul Robin n'empêchèrent pas de mener à bien les différentes activités qu'il entreprenait. La *Ligue française pour la Régénération humaine,* constituée le 30 août 1896 à Paris, vint s'établir au 27 rue de la Duée chez les Humbert après avoir occupé plusieurs sièges successifs. Mais, si les clients et amis se rencontraient souvent là, la maison était étroitement surveillée par les services de la Sûreté nationale qui avaient la manie des perquisitions provoquées par les ligues adverses qui prenaient ombrage du rayonnement du mouvement.

Parmi les publications qui virent le jour au siège de la Ligue nous citerons : *Génération consciente* qui ne put survivre à la guerre de 14-18 et la *Grande Réforme* qui parut de 1931 à 1939. Parallèlement à ces journaux et poursuivant les mêmes buts, rappelons *Régénération* de Paul Robin et les éphémères publications de Gabriel Giroud : *Le Néo-malthusien, La Grande Question, Le Néo-malthusisme.*

Convaincu de la noblesse des théories qu'il avait étudiées avec soin, Humbert ne songeait qu'à étendre son influente propagande sur les esprits éveillés qu'il pouvait rencontrer. C'est ainsi que des relations de voisinage l'amenèrent à exercer une puissante action sur Sébastien Faure qui aboutit à amener ce dernier aux conceptions malthusiennes. La puissance convaincante des arguments de Humbert fut telle que Sébastien Faure se persuada de la nécessité de remanier un chapitre entier de sa *Douleur*

*universelle* si l'occasion (malheureusement hypothétique) se présentait pour lancer une seconde édition de cet ouvrage afin de montrer l'évolution de sa pensée survenue entre temps.

Pour affirmer sa position nouvelle on vit en 1903 organiser, dans la Salle des Sociétés Savantes, une grande conférence présidée par Paul Robin où Nelly Roussel et Sébastien Faure rivalisèrent d'éloquence pour exposer devant un nombreux public les théories malthusiennes ; ce dernier affirmait sa complète adhésion à cette philosophie conduisant à la limitation des naissances. « Pour avoir des enfants robustes et bons, nous devons en avoir peu », disait-il.

La mort a pu continuer à faire des coupes sombres dans les rangs du malthusisme sans que les principes en aient souffert. L'hommage que nous rendons à la mémoire de Eugène Humbert doit nous conduire à persévérer dans une action qui subit une éclipse regrettable ; mais les circonstances peuvent évoluer qui montreront l'inopportune mesure d'encouragement à la procréation qui est à l'opposé de nos pensées. Nous gardons la confiance dans la sagesse de nos méthodes et la clairvoyance des hommes de demain répudiera la cécité de ceux qui les ont précédés.

**André MAILLE.**

## ENTRE NOUS

CAMARADE âgé vend au profit des journaux défendant nos thèses : la Bible amusante de Léo Taxil et les 69 fascicules de « La Commune », les deux ouvrages reliés, et une aquarelle à allure pacifiste. Ecrire pour offres à Pacoret, 3, rue Palmaro, Menton (Alpes-Maritimes).

BERNARD WILLIAM (Var). — Déçu par ta décision. L'argument tiendrait s'il s'agissait de « doubler » un autre périodique. *Contre-courant* s'est toujours différencié. Il a même modifié à plusieurs reprises sa formule pour éviter ledit double emploi. Amical souvenir. — *L. L.*

## RÉUNION

FOYER INDIVIDUALISTE D'ETUDES SOCIALES. — Dimanche 7 février à 14 h. 30, au café « Le Saint-Séverin », place St-Michel (métro St-Michel), Micheline FLAK parlera de « Henri THOREAU, un rebelle pour notre temps ».

# PIERRE LAVROFF et L'ÉTAT

Pierre Lavroff nait le 14 juin 1823 — le 2 pour le calendrier russe — dans la province de Pskov, de propriétaires aisés. Sa mère était d'origine suédoise, son père avait fait campagne contre Napoléon I[er]. Il entre à l'école d'artillerie de Saint-Pétersbourg en 1837 et en sort cinq ans après officier. Dès l'âge de 21 ans il professe, dans cette école, les mathématiques supérieures puis, quelques années après, à l'Académie d'artillerie.

Il est gagné aux idées révolutionnaires et adhère à la société *Terre et Liberté* vers 1862, société qui devait disparaître puis resurgir et s'illustrer à partir de décembre 1876. Il fait alors la connaissance de Tchernychevsky (1) qu'il impressionne vivement. Mais tout se gâte lorsque le jeune Karakosoff tire un coup de revolver sur le tsar Alexandre II qu'un jeune paysan, Cornissaroff, voisin du régicide, pare, a-t-on dit, involontairement. Cet attentat condamné par des hommes comme A. Herzen et Ogareff, justifié avec chaleur par Bakounine (2), déchaîne la répression. Karakosoff fut torturé puis pendu à la prison Pierre-et-Paul et la chasse aux subversifs de tous genres déchaînée.

Lavroff fut brusquement arraché à ses mathématiques, traduit devant un tribunal militaire et déporté dans la province de Vologda, d'où ses amis le font évader au début de 1870.

---

(1) *Nicolaï Tchernychevsky,* romancier et critique russe né et mort à Saratov (1828-1889). Auteur de *Lettres sans adresse,* de l'*Economie politique jugée selon la science,* du roman social : *Que faire ?* se référant à un socialisme libertaire, athée, et à un humanisme qui s'inspire de Fuerbach, d'Owen et de Fourier. Il fut à la fois, dit Benoit Malon, le Marx et le Lassalle de son pays, ce qui, sous cette plume, est un réel hommage. A trente-cinq ans il fut déporté dans les bagnes sibériens et n'a pu, par la faute du despotisme tsariste, donner toute la mesure de son immense talent.

(2) Dans une lettre postée à Ischia, datée du 19 juillet 1866, Bakounine écrivait à ses amis Herzen et Ogareff, après avoir longuement examiné la situation internationale : « ...de là vos nouvelles missives à l'empereur et vos articles dans le genre de celui du premier mai, que moi je n'aurais pas consenti à signer pour tous les biens du monde... » phrase suivie d'un long exposé des motifs.

Le voilà à Paris où il se lie avec Eugène Varlin qui l'affilie à la section des Ternes de la Première Internationale, peu avant la Commune. Lorsque celle-ci est proclamée, Lavroff se propose pour la réorganisation des écoles, mais sa demande reste sans réponse. En mai, alors que la situation prenait un tour menaçant, il se rend en Belgique, puis à Londres pour y chercher un concours efficace. Il échoua là aussi. Ni le conseil fédéral belge, ni le conseil général de l'Internationale n'étaient en mesure d'organiser quoi que ce soit pour sauver la Commune en péril.

Pierre Lavroff se rend alors en Suisse et publie à partir de 1873 sa revue en langue russe, à tendances socialistes « Vpériod » (En avant !) qui exerça une influence incontestée sur la jeunesse russe d'alors. En 1874 il transporte à Londres sa revue qui devient un journal bi-mensuel. Cette revue représentait l'une des grandes tendances des révolutionnaires russes — celle des propagandistes, l'autre étant celle des hommes d'action — et s'inquiétait avant tout de l'éducation du peuple.

En 1876 il revient à Paris, donne des cours et des conférences, des articles sous divers pseudonymes aux revues russes de l'émigration. Il est expulsé en 1882 pour avoir organisé une Société de Secours en faveur des déportés politiques de Russie. Revenu en France, l'arrêté d'expulsion ayant été rapporté, il lance un organe révolutionnaire le « Messager de la Volonté du Peuple » qui disparaît en 1886. Il meurt à Paris le 6 février 1900.

Outre son activité de propagandiste Pierre Lavroff consacra une grande partie de son temps à une œuvre fournie scientifique et historique. Mises à part ses poésies, il dirigea la partie philosophique du « Dictionnaire encyclopédique russe » (1861), puis en déportation ses « Lettres historiques » (1868-69), en exil enfin des travaux de toute sorte en nombre imposant (3).

Dans ses « Lettres historiques » qui parurent pour la première fois voici un siècle environ (1868-69) sous forme d'articles dans le journal « Nedelia » (La Semaine), l'auteur exprime ses idées sur l'Etat auquel il consacre trois

(3) L'œuvre de Pierre Lavroff, d'après une bibliographie établie par Marie Goldsmith, représente en articles, discours, études et ouvrages publiés : en Russie, 86 auxquels s'ajoutent 57 notices publiées dans le *Dictionnaire encyclopédique ;* à l'étranger : 65, plus des œuvres posthumes.

de ses lettres. Lorsqu'elles furent rééditées en 1904 il renvoya d'ailleurs le lecteur à d'autres études, la censure russe l'ayant obligé à voiler certains aspects du sujet ; néanmoins il nous semble intéressant de donner à nos lecteurs un aperçu de la pensée de cet auteur socialiste sur l'un des thèmes mis en avant par « Contre-courant ».

**Docteur HELLAS.**

## EXTRAIT DE LA 13e LETTRE SUR : L'ETAT DE PIERRE LAVROFF

BIEN qu'il n'existe aucun grand principe social dont on n'ait pas abusé en l'idéalisant, il n'en est peut-être pas un qui, récemment, ait été soumis à cette opération autant que ce principe de l'Etat. Il y a eu, évidemment, à cela une cause logique. Ce principe a servi d'excellent instrument contre l'arbitraire féodal, les tendances théocratiques du catholicisme, les velléités de despotisme personnel des gouvernants. Aussi le parti progressiste de l'Europe moderne qui luttait, tour à tour, contre chacune de ces tendances ne tarda-t-il pas à l'inscrire sur son drapeau. A l'époque de la transition du moyen âge aux temps modernes, les hommes qui représentaient le principe de l'Etat, les juristes, agissaient de concert avec les monarques européens et les aidaient à vaincre la féodalité et l'Eglise.

La lutte avait bien lieu entre des forces visant toutes à la suprématie, mais l'idéalisation embellissait, au nom du principe de l'Etat, les actes de Louis XI, de Ferdinand le Catholique, d'Ivan le Terrible, etc., en les entourant d'une auréole qui les faisait paraître raisonnables et dirigés vers le bien public. Vers la fin du XVIIe siècle, lorsque Louis XIV et les Stuarts étaient déjà devenus une force omnipotente, le parti progressiste opposa à la phrase : « L'Etat, c'est moi », cette autre : « L'Etat, c'est le bien public », et entreprit la lutte contre l'arbitraire, au nom de la légalité.

Mais alors le mot « Etat » se montra assez extensible pour admettre des interprétations très différentes. Les uns l'entendaient au sens d'une augmentation de l'étendue de l'Etat, sur sa puissance extérieure ; les autres plaçaient au-dessus de tout la liaison mécanique de ses parties au moyen d'une

administration habile, de lois uniformes, de formes semblables d'existence sur toute l'étendue de son territoire ; d'autres encore démontraient que seul un lien organique entre des centres vivants et suffisamment autonomes, unis par la communauté des intérêts nettement compris, pouvait constituer un Etat.

Il devenait nécessaire non pas de mener la polémique **pour** ou **contre** l'Etat, mais de s'expliquer **en quoi** consistait l'Etat véritablement idéal. Que l'Etat fût le premier principe social, cela semblait indiscutable. En dehors des partisans du retour à la féodalité et des cléricaux endurcis, tout le monde était d'accord sur ce point, et les victoires remportées par le principe de l'Etat sur les institutions du moyen âge et l'arbitraire des individus étaient présents à la mémoire de tous.

Ainsi conservateurs et progressistes, monarchistes et républicains, hommes de l'ordre et hommes de la révolution, praticiens et philosophes, étaient d'accord sur un point : tous reconnaissaient l'Etat pour un principe primordial, dont le droit ne pouvait pas être mis au même rang que les autres, mais formait un droit supérieur qui, alors même qu'il eût admis quelques restrictions, l'eût fait plutôt par humanitarisme que par reconnaissance de ces autres droits.

Vers les années 1830-40 la déification de l'Etat atteignait son apogée, et le dernier grand représentant de l'idéalisme allemand, Hegel (4), fut aussi le penseur qui exprima le plus ouvertement cette déification.

**Prochain article :**
**L'ETAT ET SA FAUSSE IDEALISATION**

(4) *Georg Wilhelm Fr. Hegel,* célèbre philosophe allemand, l'un des pères du socialisme, né à Stuttgart en 1770, mort du choléra en 1831. Sa philosophie part du principe que « tout ce qui est rationnel est réel, et ce qui est réel est rationnel ». Il la divise en trois parties : la logique, science de l'idée pure, la philosophie de la nature et la philosophie de l'esprit. Karl Marx et P.-J. Proudhon se sont inspirés de certaines de ses théories, souvent en sens inverse ! On a publié récemment chez Gallimard sa correspondance avec les plus grands esprits de son temps.

# DIALOGUE IMAGINAIRE ENTRE MARX ET BAKOUNINE

## TEXTE DE MAURICE CRANSTON
### diffusé en 1962 à la B.B.C. à Londres

Résumé du chapitre précédent. — *Bakounine accueille chez lui, à Londres, le 3 novembre 1864, Karl Marx, avec lequel il s'entretient des questions qui les divisent. Bakounine se refuse à attaquer Proudhon au travers d'une traduction que Marx lui propose :* Misère de la Philosophie.

MARX. — Tu es un homme bien éduqué. Tu ne pourrais pas écrire pour le vulgaire comme le fait Proudhon.

BAKOUNINE. — En effet, il est vrai que Proudhon est le fils d'un paysan et un autodidacte tandis que moi je suis le fils d'un grand propriétaire terrien. Je devine ce que tu penses, Marx : que moi j'ai étudié la philosophie hégélienne à l'université de Berlin.

MARX. — Tu ne pourrais avoir eu une meilleure préparation. Et d'un socialiste de ta culture, on serait en droit d'attendre quelque chose de plus que de tenir un fusil sur une barricade et de mettre le feu à l'Opéra de Dresde.

BAKOUNINE. — Tu me flattes, Marx. Personnellement, ce n'est pas moi qui ai mis le feu à l'Opéra de Dresde. De plus, à Dresde, je n'y étais pas en tant qu'anarchiste. Les faits dont il s'agit, tu dois t'en souvenir, étaient ceux-ci : la Diète saxonne avait voté une Constitution fédérale pour l'Allemagne. Le roi de Saxe ne voulait rien savoir d'aucune espèce d'unification et il avait dissous la Diète. Le peuple se sentit outragé et, au mois de mai de cette même année, il éleva des barricades dans les rues de Dresde ; les leaders du Parlement, qui, bien entendu, étaient des bourgeois libéraux, envahirent le palais consistorial et proclamèrent un gouvernement provisoire.

MARX. — Précisément, je pense qu'une telle cause ne pouvait pas inspirer un homme comme toi, si opposé à toute forme de gouvernement.

BAKOUNINE. — Le peuple n'avait pas pris les armes contre le roi, il s'était simplement soulevé. Et cela représente déjà quelque chose. Me trouvant par hasard à Dresde, je me mis au service de la révolution. Avant tout, je connaissais la stratégie militaire et la bourgeoisie libérale saxonne en était complètement dénuée. Avec deux officiers polonais, je formai l'état-major des forces insurgées.

MARX. — Soldats de fortune, n'est-ce pas ? Cependant, tu ne fus pas heureux.

BAKOUNINE. — Non, cela ne dura que quelques jours. Le roi reçut des renforts prussiens et nous dûmes évacuer Dresde. Comme tu l'as dit, quelques-uns de nos hommes mirent le feu à l'Opéra. Moi j'étais partisan de faire sauter le palais consistorial avec nous dedans, mais, à ce moment, les Polonais disparurent et le dernier des libéraux saxons voulut transférer son gouvernement à Chemnitz. Je ne pouvais pas déserter et je fus fait prisonnier. Le bourgmestre de Chemnitz nous prit sur le fait.

MARX. — Donc, toi, Bakounine, tu fus incarcéré pour la cause de l'unité allemande et pour avoir favorisé l'instauration par la force d'un gouvernement libéral bourgeois. Tu avoueras qu'il y a là une certaine ironie.

BAKOUNINE. — J'aurais pu être fusillé pour cela. Mais l'expérience a fait de moi un autre homme ; j'ai certainement profité de ton exemple. Nous n'avions pas les mêmes opinions en 1848, mais maintenant je reconnais que tu allais beaucoup plus loin que moi. J'admets que le retentissement du mouvement révolutionnaire européen me montait à la tête et que j'étais plus attiré par le côté négatif de la révolution que par le côté positif.

MARX. — Je me réjouis avec toi de cette décision d'avoir mis à profit les années de réflexion forcée.

BAKOUNINE. — Toutefois, il y a un point sur lequel j'avais raison et où tu te trompais. En tant que Slave, je voulais la libération du peuple slave du joug germanique et désirais que cela advienne au moyen d'une révolution, c'est-à-dire par la destruction des régimes existant en Russie, en Autriche,

en Prusse et en Turquie, et par la réorganisation de la vie populaire de bas en haut en complète liberté.

MARX. — Cela signifie que tu n'as pas encore abandonné ton antique panslavisme. Tu es le même vieux patriote russe que tu étais à Paris.

BAKOUNINE. — Qu'est-ce que tu entends par « patriote russe » ? Sois franc, Marx ! Crois-tu encore que je sois une espèce d'agent du gouvernement russe ?

MARX. — Je n'ai jamais cru cela, et un des motifs pour lequel j'ai accepté aujourd'hui ton invitation est précisément d'effacer le plus lointain souvenir de ce malheureux soupçon.

BAKOUNINE. — Pourtant la calomnie fut publiée la première fois dans la « Neue Rheinische Zeitung » quand tu en étais le directeur.

MARX. — Je t'ai déjà expliqué les circonstances. La nouvelle nous arriva de notre correspondant de Paris, qui tenait de George Sand que tu étais un espion russe. Puis nous publiâmes la rectification de George Sand et la tienne en entier. Nous ne pouvions pas faire plus. Moi-même je me suis personnellement excusé.

BAKOUNINE. — Toutefois, vous n'avez pas réussi à dissiper cette rumeur même quand j'ai été transféré d'une prison autrichienne dans une autre de Russie, ni plus tard, lorsque je fus déporté en Sibérie. Tu n'as jamais été en prison, Marx ; tu ne sais pas ce que c'est de se sentir enterré vivant et de devoir s'avouer à soi-même, à toute heure du jour et de la nuit : « Je suis un esclave, un homme fini. » Se sentir entièrement voué à la cause de la liberté, prêt à se sacrifier pour elle et voir son enthousiasme annihilé par quatre murs. Tout cela est assez dur, mais le plus terrible encore c'est, au moment de sortir de captivité, de se voir accusé de cette infâme calomnie : être un agent du tyran qui vous a mis en prison.

MARX. — Allons, désormais, personne ne pense plus à cette affaire.

BAKOUNINE. — Mon cher Marx, ce mensonge recommence à circuler ici-même, à Londres. Il a

été publié dans une de ces feuilles que fait circuler Denis Urquhart, un Anglais de vos amis, je regrette de te le dire.

MARX. — Urquhart est un monomane, il adore tout ce qui est turc et déteste tout ce qui est russe, systématiquement. Il n'a pas la tête bien en place.

BAKOUNINE. — Mais tu écris dans ses publications et parles à sa tribune, mon cher Marx.

MARX. — Cela peut sembler extravagant, c'est à peine si nous avons les mêmes points de vue sur Palmerston — du moins le croit-il — et il m'offre de publier mes travaux. Il s'agit de propagande et il paie comme le fait le « New York Tribune ». Mais sois certain, Bakounine, que la réapparition de cette idiote accusation m'a dégoûté plus que toi. Je t'assure que je n'ai jamais participé à sa diffusion. Je suis le premier à la déplorer.

BAKOUNINE. — Sincèrement, j'accepte tes excuses, Marx.

(Traduit par Albert Ledrappier.) *(A suivre.)*

---

## VIEILLES CATINS

*Gloire aux grandes catins dont le nom se dévisse !*
*Paillasses pour vieux beaux de cour ou de sénat,*
*Astres resplendissant de tout l'or d'un jocrisse,*
*Noblesses de plumard, blasons du putanat !*

*Comtesse de Montcuq, ci-devant Mélanie,*
*Baronne de Combant, sachant lire et compter...*
*(Elle vendait jadis du papier d'Arménie*
*Autour de ces châlets dits de nécessité.)*

*Elles ont empoigné les crins de la sottise,*
*La cavale propice aux fesses bien en chair.*
*Elles savaient le rut et tout ce qui l'attise :*
*Le mensonge bien dit, le baiser qu'on vend cher.*

*Elles ont rencontré l'amant qui se rengorge*
*Sous le regard hanté des peigne-culs jaloux,*
*Et qui contemple, heureux, sur une belle gorge,*
*Sa propre vanité dans le prix des bijoux.*

*Elles connaissaient bien l'éternelle magie*
*Des beaux noms à panache, et des titres ronflants*
*Où la vieille rombière un jour se réfugie*
*Pour survivre quand même à l'outrage des ans !*

*Oh ! ces vieilles catins dont le nom se dévisse !*
*Elles ont bataillé du ventre avec le sort :*
*Pauvres elles seraient des abîmes de vices,*
*Mais un bidet d'argent peut noyer tous les torts.*

*Elles sont maintenant au bout de leur carrière*
*— Hôtel, larbins, autos (tout leur a réussi) —*
*Elles tiennent salon, quand, jadis, roturières,*
*Elles étaient en carte... Et c'est très bien ainsi.*

*Leur gloire en vaut une autre. Au beau jeu de la fesse*
*Le mépris n'atteint pas celles qui ont gagné.*
*Et leur prêtre oubliera de parler, à confesse,*
*Des garnos qui, jadis, les ont vu besogner.*

*L'extase vient, devant leurs noms à particules*
*Aux jobards empêtrés dans la médiocrité,*
*Et qui rêvent encor pour leurs vieux testicules*
*L'honneur d'une partie avec ces Majestés !*

*Gloire aux vieilles catins, dames de contrebande !*
*Leur noblesse vaut bien celle des guerroyeurs,*
*Ou des porte-coton qui recevaient l'offrande*
*Et l'unique parfum d'un royal postérieur.*

*Elles n'ont point de sang sur leurs fausses couronnes,*
*Et l'intrigue vaut mieux que la servilité :*
*Si la bêtise humaine en a fait des baronnes*
*Qu'importent les ragots de la malignité.*

*Et qu'importe la foule et sa triste justice !...*
*Si vous avez été très grandes par le cœur,*
*Que tout vous soit remis pour un si rare honneur :*
*Gloire aux vieilles catins dont le nom se dévisse !*

**Charles SANGLIER.**

---

**Indolents, insouciants, retardataires impénitents, réabonnez-vous dès réception de ce numéro. La revue compte sur vous, elle n'a d'autres ressources que l'effort financier de ceux qui aiment les thèses qu'elle expose.**

# PANORAMA DU MONDE

## LE FOND DU PROBLEME

DEPUIS quelques années, tous les pays producteurs traversent une ère de très grande prospérité économique. Ce n'est pas là, croyez-le bien, un effet du hasard, le jeu normal de l'offre et de la demande, le fruit naturel du système capitaliste. Il s'agit bien plus d'une création artificielle, d'un mirage, qui peut s'évanouir à tout moment, malgré les puissants régulateurs financiers et économiques qui s'efforcent de rétablir la conjoncture aux moindres signes de défaillance. C'est que les causes de cette prospérité ne sont pas naturelles, qu'elles sont d'origine spéculative et ne répondent ni aux aspirations sociales, ni aux besoins normaux des peuples. Il suffit de savoir que cette prospérité est basée, en ordre principal, sur les dépenses d'armement qui sont, de toutes les dépenses et du fait de leur absolue inutilité, les plus rentables, parce que les moins contrôlées. Il suffit de savoir que, rien que pour ce qui concerne les pays de l'Otan, les dépenses militaires de 1949 à 1962 s'élèvent à environ 43 trillions de francs (1) ; que, pour la plupart des pays, ces dépenses représentent le quart de leur budget global et que les Etats-Unis y ont consacré, pour l'année 1963, 74 % de leur budget, soit la somme astronomique de 3 trillions 424 milliards 869 millions de francs ! (2).

C'est sur un tel « marché » que repose la prospérité économique actuelle. Et c'est aussi la raison pour laquelle le désarmement et la paix sont considérés comme les menaces les plus dangereuses et qu'il faut les écarter à tout prix. Et qui auraient déjà été éloignés par la guerre, si les conséquences de la guerre n'étaient pas encore beaucoup plus redoutables que les dangers de la paix.

Et c'est sans la moindre surprise que nous venons d'apprendre par la presse que les hautes sphères

---

(1 et 2) Il s'agit de francs belges : dix francs belges égalent un franc français actuel.

politiques et économiques internationales ont décidé de chercher en commun une issue à cet insoluble dilemme. Le communiqué en question mérite la plus grande attention, car il met à nu le fond du problème. Le voici :

« Des experts d'Union Soviétique, des Etats-Unis et de huit autres pays membres d'un groupe consultatif ont rédigé, à New-York, dans un accord unanime, un rapport relatif aux conséquences économiques et sociales d'un désarmement.

» Ce rapport sera soumis à un Conseil économique et social, et à l'assemblée générale des Nations-Unies.

» Ce groupe d'experts institué par l'O.N.U. est composé de Soviétiques, Tchécoslovaques, Polonais, Indiens, Soudanais, Britanniques, Français, Pakistanais, Américains et Vénézuéliens. Une de leurs tâches essentielles est d'étudier « le problème du remplacement des dépenses militaires par des dépenses alternativement dans le secteur public et privé, afin de maintenir une demande forte et d'absorber les ressources humaines et matérielles retirées du domaine militaire ».

» On souligne que, dans ce domaine, les experts russes et américains sont d'accord. »

On ne pouvait plus clairement avouer que la guerre froide et l'armement constituent les éléments essentiels de la prospérité capitaliste. Mais on ne pouvait, non plus, mieux reconnaître qu'il est humainement impossible de persévérer dans une telle voie qui ne peut avoir d'autre issue que la guerre.

C'est vraiment du plus profond du cœur que nous souhaitons à cette commission d'experts de trouver les formules de reconversion pacifique, de les faire accepter et appliquer au plus tôt.

Mais le désarmement et la paix ne sont pas les seuls dangers qui menacent la prospérité capitaliste. C'est toute la structure économique qui manifeste d'inquiétantes menaces pour un très proche avenir. Et c'est encore des Etats-Unis que nous parviennent les informations alarmantes. Ce qui est en cause, c'est l'automation, qui tend à la fois à

accroître considérablement la productivité des entreprises, et de réduire aussi considérablement le nombre des emplois. Pour nous, syndicalistes, ce danger n'est pas nouveau. Nous l'avons dénoncé depuis bien longtemps. Bien mieux, à l'encontre de certaines tendances intégrationnistes dans le monde ouvrier, nous n'avons pas abondé dans la formule : accroissement de la productivité égale plus de bien-être pour les travailleurs. Les quelques années qui nous séparent de la fameuse Déclaration Commune sur le partage de l'accroissement de la productivité ont suffisamment controuvé le leurre, pour qu'on n'en parle plus guère. Les travailleurs n'ont pas partagé les bénéfices de l'accroissement de la productivité, mais ils en ont payé les lourdes charges, tant au point de vue de leur santé, de l'intensité du travail, que de l'allongement de leurs prestations. Il est possible que la masse des salaires ait augmenté, mais il ne s'agit pas d'une meilleure part du gâteau de la prospérité, seulement d'un sur-salaire pour servitudes supplémentaires. Ne pas confondre !

Non seulement nous n'acceptions pas un retour au « sweating system » même new-looking, mais nous dénoncions les inévitables conséquences de l'application de l'automation au point de vue de la garantie d'emploi. Or, en écho, le président Kennedy, disparu depuis tragiquement, affirmait en 1962 que, pour occuper les travailleurs évincés par l'automation, il faudrait créer aux Etats-Unis 25.000 emplois nouveaux par semaine. Envisageant une période de dix années, le président affirmait qu'il faudrait trouver chaque année 1 million 300.000 emplois nouveaux pour donner du travail à ceux qui en auraient été privés du fait de l'automation. Ce qui nous donne le joli chiffre de 13 millions de licenciements. Et cela uniquement pour des raisons technologiques, en pleine prospérité capitaliste. Or il existait déjà à cette époque 6 millions de chômeurs en permanence aux Etats-Unis et depuis de nombreuses années. Et cela en dépit de la réduction du temps de travail.

Pour illustrer cette inéluctable détérioration de la situation sociale, dont les répercussions sur la

conjoncture économique seront catastrophiques, on nous a fourni quelques exemples. En 1961, les entreprises de chemins de fer ont gagné plus d'argent avec seulement deux tiers du nombre des ouvriers occupés il y a dix ans. En métallurgie, avec le même nombre d'ouvriers qu'il y a quinze ans, on produit 17 % de plus d'acier. Dans les mines, il ne faut plus qu'un tiers des mineurs pour extraire la même quantité de charbon qu'il y a douze ans. Il en est de même dans toutes les industries, avec une intensité croissante dans les secteurs-clés, occupant une main-d'œuvre considérable. Qu'on nous comprenne bien, nous ne sommes pas opposés — quant au fond — à l'accroissement de la productivité, au remplacement du travail humain par des commandes électroniques, mais ce qui est en cause, ce n'est pas une position de principe, c'est une réalité économique et sociale. On ne transférera pas aux travailleurs évincés le salaire des robots. Les bénéfices de l'automation iront grossir les capitaux des compagnies industrielles et la perte d'emploi privera le travailleur du seul revenu qui assure son existence : celui du travail.

Il ne faut jamais perdre de vue que la production capitaliste est axée sur le profit. Et seulement sur le profit. Si l'on substitue les relais électroniques aux commandes humaines, ce n'est pas pour « soulager la peine des hommes », c'est tout simplement parce que cette forme de production réduit les coûts de fabrication, facilite la concurrence et libère l'employeur de la pression sociale des travailleurs. Et il ne s'agit pas nécessairement d'accroître la masse des biens consommables. L'exemple le plus frappant est fourni par l'industrie sidérurgique américaine, largement automatisée, qui ne travaille qu'à 50 ou 60 % de sa capacité de production. Pourquoi ? Non parce qu'il n'y a pas de commandes, mais parce que, pour maintenir les hauts prix de vente, il faut raréfier la marchandise. Et c'est ainsi que cette politique de récession artificielle réduit les travailleurs intéressés à trois mois de chômage par an. Dans d'autres domaines, on rachète les entreprises dans le seul but de les fermer, de supprimer un producteur, ailleurs on brûle, on détruit, on

dénature les marchandises et les denrées plutôt que de permettre à des centaines de millions d'hommes de les acquérir à plus bas prix.

Aussi, le mouvement syndical américain s'inquiète-t-il de cette incohérence du système, qui menace le monde du travail d'une catastrophe qui serait beaucoup plus grave que celle qui a débuté à Wall-Street, par l'effondrement des cours de la Bourse, en 1929, provoquant une crise en chaîne, dont les répercussions ont été ressenties dans le monde entier et qui n'a été résorbée que dans la dernière guerre mondiale.

Menacée par l'offensive de la paix et par l'extension rapide du chômage technologique, l'économie capitaliste devra affronter des revisions profondes Les grands responsables du mouvement syndical devront eux aussi, à l'échelle internationale, aller, cette fois, au fond du problème et choisir volontairement leur camp : pour la paix et la justice sociale ou pour le chômage et la guerre.

Cette fois, les avertissements sont venus d'en haut. Sachons les entendre.

**Jean DE BOE.**

---

CONTRE COURANT

LE PERIODIQUE DE
LA QUESTION SOCIALE

*Rédaction*
**Louis LOUVET**
24-26, rue Pierre-Leroux
PARIS-7e

Téléphone : SEGUR 09-68

TARIF
DES ABONNEMENTS

Abonnement simple. 10 f.
Abon. hors frontière. 11 f.

La série comprendra 320 pages au minimum. Les abonnements partent du 5 janvier 1965.

---

Directeur de la publication : Louis LOUVET.
Imprimé à Paris, 10, rue de Montmorency, (3e).